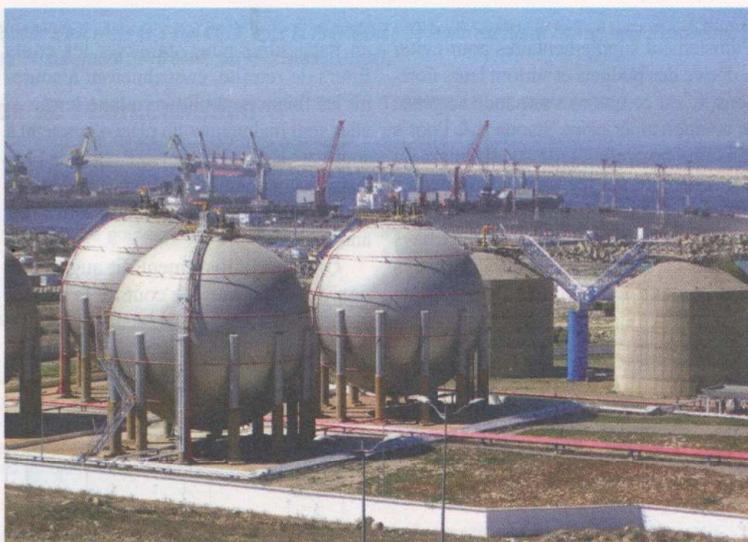


Plan gazier: L'heure est aux alliances stratégiques

- 93 sociétés intéressées par le projet «Gas to Power»
- La synergie ONEE/ministère de l'Équipement, un enjeu pour le respect des délais
- Un investissement de plus de 4,5 milliards de DH

«LES choses sérieuses se joueront aux phases pré-qualificatoires». C'est ce que vient de confirmer à L'Économiste une source du top management de l'Office national de l'eau et de l'électricité (ONEE), suite à la séance d'ouverture des plis, vendredi dernier, portant sur l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour le développement du programme Gas to Power. Dans la liste, vérifiée, des 93 sociétés en lice, et dont les dossiers de candidature sont encore à l'étude, figurent plusieurs acteurs nationaux et des majors mondiaux du secteur énergétique. Les premières indiscretions sur le contenu de la liste des intéressés, et dont une version finale serait incessamment rendue publique sur le portail Internet de l'Office, citent des géants comme les japonais Sumitomo et Mitsui, le saoudien Acwa Power, les français Engie et EDF, ainsi que l'allemand Siemens ou encore l'américain General Electric.

L'expertise locale, qu'elle soit financière ou technique, est aussi au rendez-vous. Jacobs Engineering SA (Jesa), Navera Holding (filiale SNI), Fipar (filiale



La plateforme gazière de Jorf Lasfar est une pièce maîtresse de la stratégie nationale dédiée à cette ressource énergétique (Ph. DR).

Le programme «Gas to Power» est la composante industrielle du plan gazier national. L'objectif de cette stratégie, lancée en fin 2015, est de relever la contribution du gaz naturel dans le bouquet énergétique national à hauteur de 30% à l'horizon 2030. La ressource est autant stratégique que les énergies renouvelables (EnR). Dans le détail, les projets mis en concurrence portent en fait sur tous les aspects industriels et infrastructures de revalorisation énergétique du gaz naturel. Il s'agit concrètement d'un lot de 4 centrales électriques à cycles combinés (CCGT) fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance totale d'environ 2.400 MW. Ce projet sera réalisé par des partenaires privés dans le cadre de la

production privée d'électricité, avec une garantie d'achat par l'ONEE de la totalité de l'électricité produite. Le contrat s'inscrit sur le long terme.

Ces centrales seront approvisionnées à partir d'un terminal de regazéification du gaz naturel liquéfié (GNL), incluant des bacs de stockage sur la plateforme de Jorf Lasfar et éventuellement des cavités souterraines de stockage (800 millions de DH). Cette phase est aussi parmi les gros chantiers du contrat. Des bretelles de raccordement relieront le terminal aux futures centrales. Un gazoduc de 400 km de longueur est aussi prévu pour relier le futur terminal GNL au gazoduc Maghreb Europe qui transite par le territoire national pour alimenter les clients européens du voisin algérien. Le Maroc perçoit une redevance en nature dans ce deal, qui sert aujourd'hui à la centrale d'Aïn Béni Mathar, dans la région de l'Oriental.

Quant aux autres composantes des infrastructures du programme, dont la jetée maritime à Jorf Lasfar, c'est le ministère de l'Équipement qui devrait s'en occuper. «Nous coordonnons avec eux le déroulement de la procédure. L'essentiel est d'être dans le même timing. Et c'est justement le cas pour le moment», explique la même source à l'ONEE. Les études de reconnaissances géotechniques sur le site qui devrait accueillir les infrastructures portuaires d'importation du GNL sur Jorf Lasfar sont déjà lancées. Une plateforme d'importation est aussi prévue, en soutien, sur la plateforme de TangerMed2. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Rétro-planning

LE rétro-planning établi par l'Office table sur une mise en exploitation dès 2021, selon le management. Les étapes à franchir, à partir de là, seront celles de la pré-qualification et du lancement de la procédure d'appel d'offres. D'ici là, l'Etat doit d'abord sécuriser ses approvisionnements en GNL. Trois compagnies internationales seront déjà annoncées comme les fournisseurs potentiels du Royaume. Parmi elles, Royal Dutch Shell, et d'autres producteurs français, espagnols et américains. Le plan gazier national table sur un volume à l'importation de 7 milliards de mètres cubes de gaz en 2025. □

CDG) et Afrika Gaz, en l'occurrence, sont annoncées. C'est dire l'intérêt stratégique que porte le programme, dont le coût d'investissement total devrait dépasser les 4,5 milliards de DH. «Désormais, les entreprises mèneront entre elles des négociations pour former des alliances, sous forme de consortia, en fonction des complémentarités qu'elles peuvent trouver entre elles dans le montage d'un dossier de pré-qualification, et de soumission à l'appel d'offres dans une phase ultérieure», poursuit-on auprès de la même source.

production privée d'électricité, avec une garantie d'achat par l'ONEE de la totalité de l'électricité produite. Le contrat s'inscrit sur le long terme.

Ces centrales seront approvisionnées à partir d'un terminal de regazéification du gaz naturel liquéfié (GNL), incluant des bacs de stockage sur la plateforme de Jorf Lasfar et éventuellement des cavités souterraines de stockage (800 millions de DH). Cette phase est aussi parmi les gros chantiers du contrat. Des bretelles de raccordement relieront le terminal aux futures centrales. Un gazoduc de 400 km